



Angola

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

1 246 700

11 072 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
268 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

602 541 950 ECU (1997)

Pétrole brut 43%

Diamants 47%

Exportations européennes
vers...

1 057 956 330 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

12,5% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

99,1% (1996)

secondaire

9,1% (1996)

Taux d'urbanisation

32% (1996)

L'Angola, vaste pays côtier d'Afrique australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et nord-est.

Indépendant en 1975, l'Angola est depuis lors confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993, suite aux élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993. Le 20 novembre 1994, un Protocole de Paix fut signé à Lusaka et un cessez-le-feu instauré deux jours plus tard. La mise en œuvre de l'accord a progressé considérablement, mais n'est pas encore terminée.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole qui représentait près de 94% des exportations en 1996, le diamant, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, toutes les activités économiques et sociales ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce ont également été très touchés.

La plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays au titre du budget de l'UE, avant son adhésion à la troisième Convention de Lomé en 1985 – soit 80 millions d'Ecus au total –, a servi à financer des aides alimentaires, des actions de réhabilitation et à appuyer l'industrie de la pêche. Dans le cadre de Lomé, l'essentiel des fonds prévus pour la coopération UE-Angola s'est aussi concentrée sur l'aide humanitaire, les aides alimentaires, et la réhabilitation. Le Programme Indicatif National de Lomé III (102 millions d'Ecus) visait à soutenir les efforts vers l'autosuffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu 87 millions d'Ecus provenant du budget européen, qui ont financé des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

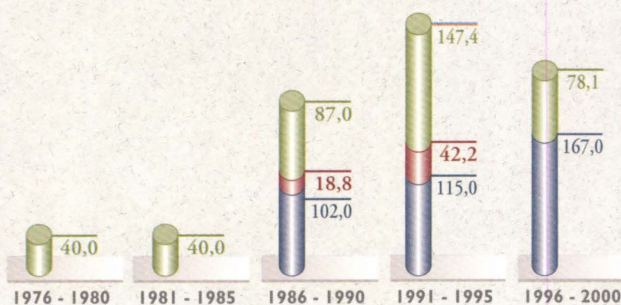
Sous Lomé IV, le Programme Indicatif s'élève à 115 millions d'Ecus, dont près de la moitié est consacrée aux secteurs prioritaires suivants: environnement et ressources naturelles, agriculture, pêche, et soutien aux communications locales. L'autre moitié est destinée à des secteurs prioritaires d'intervention comme la santé, les transports et communications, et le développement des PME. L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire, d'actions de réhabilitation, de déminage et en appui à la démobilisation (environ 100 MECU depuis 1995). Un nouvel accord pêche a été signé pour une période de trois ans. Il devrait rapporter plus de 37 millions d'Ecus à l'Etat.

Les fonds versés par la Banque Européenne d'Investissement sous Lomé III s'élevaient à 2,4 millions d'Ecus. Elle a engagé plus de 3,1 millions d'Ecus sous Lomé IV.

FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
 autres: fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement +
développement rural/pêche
environment +
rural development/fishing
 transport + développement
de l'entreprise/PME
+ éducation + autres
transport + enterprise
development/SME's
+ education + others



Angola

A

Economic indicators

GNP per capita	268 ECU (1996)
European imports from...	602 541 950 ECU (1997)
Crude oil	43%
Diamonds	47%
European Exports to...	1 057 956 330 ECU (1997)
Debt service / exports	12.5% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	99.1% (1996)
Secondary schooling rate	9.1% (1996)
Urbanisation rate	32% (1996)

A spacious coastal country in Southern Africa, Angola consists of savannah and desert, except for a narrow coastal strip and densely forested valleys in the north and north-east.

Independent in 1975, Angola has since experienced a civil war which, after the signing of a first peace agreement in May 1991, resumed in January 1993 following the parliamentary and presidential elections held in September 1992. Peace negotiations resumed at the end of 1993. On 20 November 1994, a Peace Protocol was signed in Lusaka and an official cease-fire came into force two days later. Implementation of the protocol has greatly speeded up, but has not yet been completed.

The country possesses substantial marine and mineral resources, including oil (accounting in 1994 for about 94% of exports), diamonds, iron and manganese. With the exception of the oil industry, the civil war deprived the country of all economic and social activity; transport and trade activities were also severely decreased.

Before joining the Third Lomé Convention in 1985, the bulk of the pre-Lomé assistance from which Angola benefited under the European budget (ECU 80 million) went to food aid, rehabilitation and the fishing industry. The Lomé III National Indicative Programme (ECU 102 million) planned to ensure food self-sufficiency by supporting the revival of production and the rehabilitation of essential infrastructure. In addition, ECU 87 million from the European budget and from article 204 of the Third Lomé Convention was provided for food aid, emergency aid, and specific programmes for refugees and displaced persons.

Under Lomé IV, half of the funds of the ECU 115 million National Indicative Programme went to the following focal sectors; environment and natural resources, agriculture, fisheries and support to local communities. Most of the other half went to rehabilitation operations in several sectors. Angola also benefited from other significant financing from the European budget for food aid and rehabilitation operations, demining and support for demobilisation (some ECU 100 million since 1995). A new three-year fisheries agreement has been signed which should bring the State ECU 37 million in financial compensation.

European Investment Bank funds under Lomé III totalled ECU 2.4 million. A further ECU 3.1 million has been committed by the Bank under Lomé IV.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

50

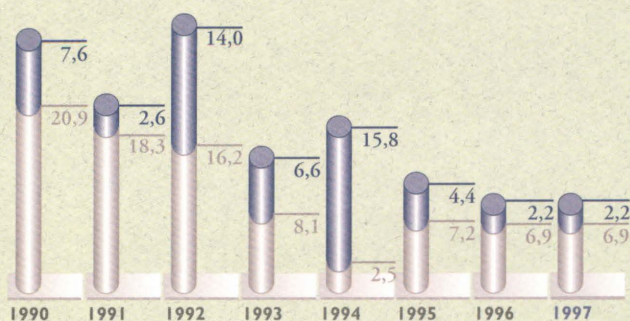
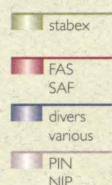


50

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Antigua and Barbuda

CARAIBES

CARIBBEAN

440

68 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 5 773 ECU (1996)

 Importations européennes
 en provenance de...
 36 714 800 ECU (1997)
 Paquebots, Yachts 85%

 Exportations européennes
 vers...
 179 244 380 ECU (1997)

 Service de la dette /
 exportations
 na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 0% (1995-96)

 Taux de scolarisation
 primaire
 na/nd
 secondaire
 na/nd

 Taux d'urbanisation
 na/nd (1996)

Situées dans la zone des Iles Sous-le-Vent, les deux îles jumelles d'Antigua et Barbuda, devenues indépendantes en 1981, sont soumises à certains risques naturels, comme les tremblements de terre et les ouragans qui balayent régulièrement le Bassin des Caraïbes.

Le tourisme domine aujourd'hui l'économie du pays, autrefois centrée sur le sucre. L'industrie touristique et les services connexes représentent 60% environ du PNB, emploient près de la moitié de la population active et fournissent 50% des ressources en devises du pays. Dans les années 1980, le développement impressionnant du tourisme de luxe et de certaines industries manufacturières a suscité une augmentation de la croissance économique (9% par an), mais a fortement endetté le pays. Les dégâts causés par les ouragans Luis et Marilyn en 1996 ont été rigoureusement maîtrisés, ce qui explique une économie dont la croissance avoisine lentement 4,8% du PIB réel. Bien que les performances du secteur touristique n'aient pas été fantastiques ces dernières années, ce segment maintient tout de même une croissance de 5,5%.

Antigua et Barbuda a bénéficié de financements du FED depuis la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé IV bis, le pays a reçu plus de 17 millions d'Ecus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Ces fonds ont essentiellement permis de financer des projets dans les domaines des infrastructures économiques et sociales (réhabilitation de routes, adduction d'eau) et de l'élevage. Un certain nombre de petites actions de promotion du tourisme et du commerce (foires) ont également été soutenues.

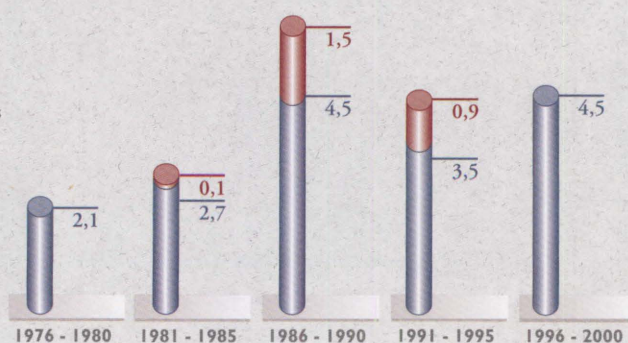
Sous Lomé IV (7ème FED), la dotation du PIN (3,5 millions d'Ecus) est principalement consacrée au secteur de l'éducation et de la formation, notamment au regard des besoins de l'industrie hôtelière: reconstruction d'un centre de formation endommagé par l'ouragan Hugo, construction d'une école secondaire et allocation de bourses d'études. Les fonds restants sont venus s'ajouter aux 4,5 millions d'Ecus alloués au titre du 8ème FED avec toujours l'éducation et la formation comme secteurs prioritaires. 10% sont toutefois consacrés au contrôle de la drogue dans le cadre du Plan d'Action de la Barbade.

Par ailleurs, en 1982, 1989 et 1995, Antigua et Barbuda a bénéficié d'une aide d'urgence suite à la période de sécheresse engendrée par les ouragans Hugo, Iris et Marilyn ainsi que par le cyclone Luis.

Enfin, un montant de 1 million d'Ecus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. A ce stade 3,4 millions d'Ecus sont déjà engagés pour la collecte et le traitement des déchets solides sur ces îles.

FED + budget

 dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 développement rural/pêche
 rural development/fishing
 secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



Antigua and Barbuda A

Economic indicators

GNP per capita	5 773 ECU (1996)
European imports from...	36 714 800 ECU (1997)
Ships, Yachts	85%
European Exports to...	179 244 380 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	na/nd (1996)

A twin-island state in the Leeward Islands, which became fully independent in 1981, Antigua and Barbuda is prone to certain natural risks such as hurricanes, which regularly affect the Caribbean Basin.

Today, tourism dominates the economy of this once agricultural country drawn towards sugar. The tourism industry, together with related services, accounts for about 60% of the country's GNP, 50% of employment and nearly 50% of foreign exchange earnings. In the 1980s, impressive developments in luxury tourism and some manufacturing, provoked an increase in the country's economic growth (9% a year) but also led to high indebtedness. Following the sharp recovery in 1996 from the devastation caused by hurricanes Luis and Marilyn in 1995, economic growth slowed to approximately 4.8% of real GDP. Although the performance in the tourism sector in recent years has not been overly impressive, the stayover segment experienced growth of 5.5%.

Antigua and Barbuda have benefited from EDF financing since the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé IV, the country has received more than ECU 17 million under successive National Indicative Programmes (including the 8th EDF). Funds have been directed towards projects in economic and social infrastructure (road rehabilitation, water distribution) and in livestock farming. A number of tourism and trade promotion activities (fairs) also received support.

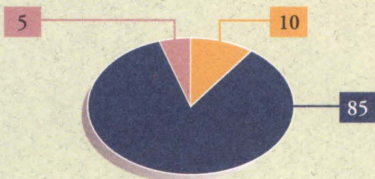
Under Lomé IV (7th EDF), the NIP funds (ECU 3.5 million) mainly concentrate on education and training, with regard, in particular, to the needs of the hotel industry. Schemes include reconstruction of a training centre damaged during hurricane Hugo, the building of a secondary school and the provision of scholarships. The residual funds have now been pooled with those available under the second phase of Lomé IV (8th EDF - ECU 4.5 million). Education and training are still the main focal sector. The remaining funds (10% of the total) are earmarked for drugs control under the Barbados Plan of Action.

In 1982, 1989 and 1995, Antigua and Barbuda was provided with emergency aid in response to a period of drought, and to hurricanes Hugo, Iris, Marilyn and Luis.

ECU 1 million has been allocated by the European Investment Bank in the form of risk capital. ECU 3.4 million has also already been committed for the collection and treatment of solid wastes on the islands.

FED EDF

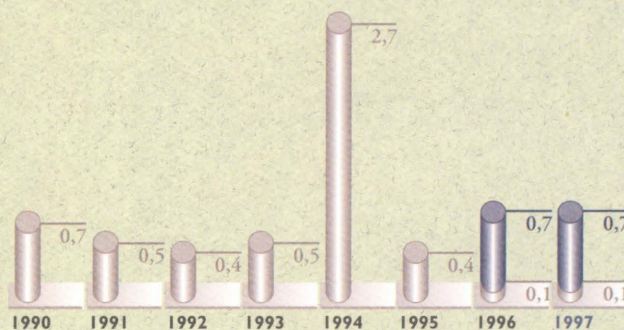
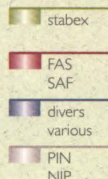
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Bahamas

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 13 880
 277 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 na/nd (1996)

Importations européennes
 en provenance de...
 320 952 350 ECU (1997)
 Paquebots, Yachts 39%

Exportations européennes
 vers...
 592 523 720 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations
 na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population
 1,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire
 99% (1996)
 secondaire
 98,9% (1996)

Taux d'urbanisation
 na/nd (1996)

Situées au nord des Caraïbes, les Bahamas sont fragmentées en plus de 1000 îles de nature corallienne, dont une vingtaine seulement sont habitées. Le pays a accédé à l'indépendance en juillet 1973.

Les efforts déployés par les Bahamas en vue d'instaurer un climat de confiance ont permis d'attirer les investisseurs étrangers et de développer les activités du tourisme. Le succès de cette politique est à l'origine du développement économique du pays, qui se classe en tête des Etats ACP en ce qui concerne le PNB par habitant. Toutefois, cette donnée globale cache une grande inégalité dans la répartition des revenus, particulièrement entre les deux îles principales, la Nouvelle-Providence et la Grande Bahamas – où vivent 75% de la population totale –, et les autres îles, appelées les *Family Islands*. Ce déséquilibre a conduit un grand nombre de jeunes à quitter les îles secondaires pour les deux principales et la capitale Nassau, afin de chercher du travail, principalement dans le secteur touristique.

La politique gouvernementale tend davantage que par le passé à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir le développement des activités productives ainsi que d'améliorer la diversification économique.

Compte tenu des circonstances, la coopération UE-Bahamas est relativement modeste. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'assistance européenne s'est élevée à près de 35 millions d'Ecus, dont près de 8 millions au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Les secteurs d'intervention ont principalement été l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En outre, la Banque Européenne d'Investissement a contribué, sur ses ressources propres, au financement de projets dans les secteurs productifs, pour un montant de près de 17 millions d'Ecus et pour 3 millions d'Ecus de bonifications d'intérêts.

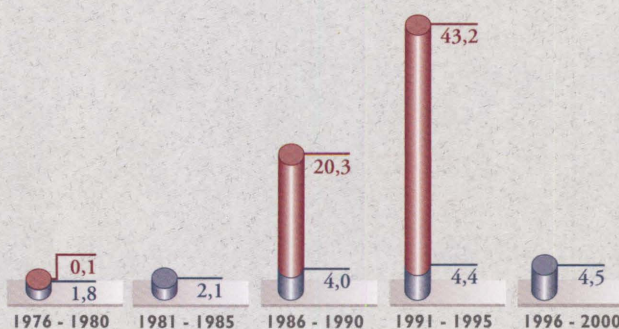
Sous Lomé IV et le premier protocole financier (7ème FED), les fonds du Programme Indicatif National (4,4 millions d'Ecus) ont essentiellement été consacrés au financement d'un projet dans le secteur des infrastructures: la réhabilitation de la principale route du pays, la Queen's Highway. Un autre projet concerne la réhabilitation de deux aérodromes, respectivement sur Moores Islands et sur Rum Cay. En outre, la BEI a consacré 14 millions d'Ecus de ses ressources pour le financement de l'adduction d'eau à la Nouvelle-Providence et sur les *Family Islands*; ainsi que 20 millions pour le secteur de l'énergie.

Au vu des expériences passées, le PIN du 8ème FED (second protocole financier de Lomé IV) est consacré à des projets d'infrastructures sur les *Family Islands*. Il fut signé le 24 février 1997 à Nassau, pour un montant de 4,5 millions d'Ecus. La BEI envisage une contribution de 10 millions d'Ecus dans des secteurs divers.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



transport et communications
 transport and communications



Bahamas

B

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
320 952 350 ECU
(1997)

Ships, Yachts 39%

European Exports to...
592 523 720 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.4% (1995-96)

Primary schooling rate
99% (1996)

Secondary schooling rate
98.9% (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Located north of the Caribbean Islands, the Commonwealth of the Bahamas is a group of about 1000 coral islands, of which some 20 are inhabited. The country became independent in July 1973.

Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which is one of the leading ACP States in terms of GNP *per capita*. However, this general statement masks considerable inequalities in income distribution, in particular between the two main islands on the one hand (New Providence and Grand Bahama, where 75% of the total population live) – and all the other 'Family' Islands. This imbalance has led to a large number of young people leaving the small islands to seek employment in the two biggest ones, especially the capital Nassau, and particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure and to promote the development of productive activities, as well as to achieve greater economic diversification.

In these circumstances, EU-Bahamas cooperation is relatively modest. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to ECU 35 million, almost ECU 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed more than ECU 17 million from its own resources to the financing of projects in the productive sectors including ECU 3 million were interest rate subsidies.

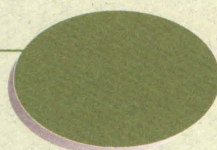
Under the first financial protocol of Lomé IV (7th EDF), the NIP funds (ECU 4.4 million) were mainly devoted to financing of an infrastructure project: the renovation of the Queen's Highway which is the main road on Long Island. Another 7th EDF project is for the rehabilitation of two airfields on Moores Island and Rum Cay respectively. ECU 14 million from the EIB's own resources enabled improvements to be made to water supplies in New Providence and on the Family Islands, while a further ECU 20 million went to the energy sector.

With past experience in mind, the NIP for the 8th EDF (Lomé IV, second financial protocol) concentrates on infrastructure projects in the Family Islands. The NIP (ECU 4.5 million) was signed on 24 February 1997 in Nassau. The EIB envisages commitments of ECU 10 million in different sectors.

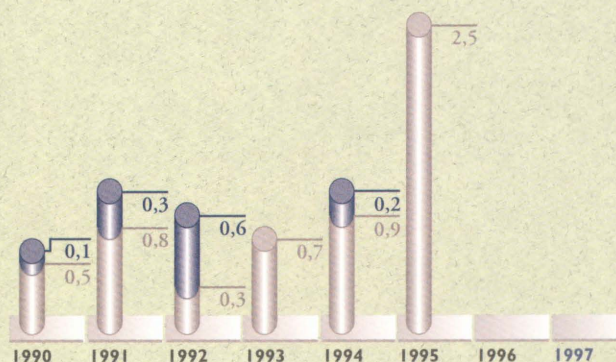
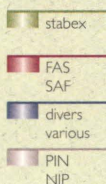
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

100

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Barbados

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²	430
	261 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

50 341 590 ECU (1997)

Sucres de canne 66%

Exportations européennes
vers...

101 465 790 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

0,38% (1996)

Taux de scolarisation
primaire

94,5% (1996)

secondaire

75,9% (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Illes des Caraïbes, indépendante depuis 1966, la Barbade est un pays démocratique et politiquement stable qui a réussi à tirer parti des ressources dont il dispose. L'éducation et la santé y sont de niveau élevé. Les principales activités économiques sont le tourisme, le sucre, les services financiers extra-territoriaux et les produits manufacturés. Le déclin de l'industrie sucrière et la prédominance du secteur touristique mettent en évidence le problème de la diversification économique. Le pays a connu une bonne croissance économique jusqu'à la fin des années 1980. Après une récession au début des années 90, la croissance s'est maintenue autour des 3% depuis 1993 et le chômage a diminué pour atteindre 16% aujourd'hui.

Compte tenu de la faible population de l'île et d'un PNB par habitant relativement élevé, le montant total des fonds alloués au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I à IV, qui s'élève à environ 16,5 millions d'Ecus, peut être considéré comme important.

Le PIN de Lomé IV a fourni 5,5 millions d'Ecus et vise à supporter trois secteurs prioritaires : le développement des ressources humaines (55% des fonds), les infrastructures économiques et la promotion de la petite entreprise. Concernant le premier secteur, la division hospitalière du Barbados Community College a été améliorée et étendue et les équipements ont été fournis, permettant de nouvelles facilités, dont un centre de formation intégrée. En ce qui concerne le second secteur, des fonds ont été alloués pour encourager l'expansion des secteurs de production, spécialement les exportations.

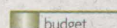
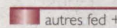
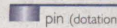
Sous Lomé IV bis, l'enveloppe financière du PIN 8ème FED est de 7 millions d'Ecus. Les secteurs visés pour la coopération future sont le développement des ressources humaines (60%) et le support au secteur industriel et aux services d'exportation (13%, plus le solde du 7ème FED). Outre ces deux secteurs, des fonds substantiels seront alloués d'une part à la construction d'un laboratoire médico-légal, et ce afin de favoriser la lutte contre la drogue et le renforcement de la réglementation, et d'autre part à la coopération décentralisée.

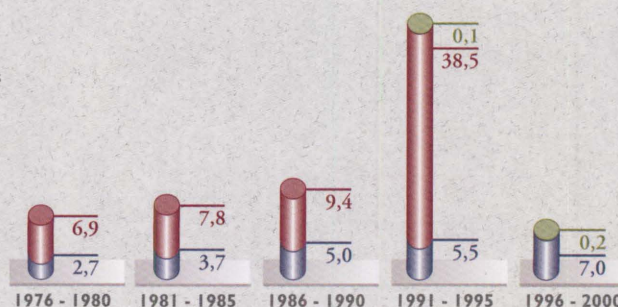
En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) contribue au financement d'un projet d'adduction d'eau dans le sud du pays, pour un montant de 130 millions d'Ecus de prêts sur ses ressources propres, ainsi qu'à l'expansion du secteur de l'énergie pour un montant de 20 millions d'Ecus. Le montant total des fonds de la BEI alloués au titre de prêts et de capital à risque depuis Lomé I s'élève à 55,4 millions.



La Barbade bénéficie également du Protocole sucre avec un quota de 50.312 tonnes de sucre blanc, ce qui représente une valeur d'environ 29 millions d'Ecus pour l'année 1995-96.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
-  secteurs sociaux
social sectors



Barbados **B**

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	50 341 590 ECU (1997)
Cane-sugar	66%
European Exports to...	101 465 790 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	0.4% (1996)
Primary schooling rate	94.5% (1996)
Secondary schooling rate	75.9% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Independent since 1966, the Caribbean island of Barbados is a democratic and politically stable country which has been able to capitalise on its resources. The country has high levels of education and health services. The main economic activities are tourism, sugar, offshore financial services and manufacturing. A declining sugar industry and a predominant tourist sector underscore the issue of economic diversification. The economy performed well until the late 1980s. After a recession in the early 1990s, growth has averaged 3% since 1993 and unemployment has declined steadily to about 16%.

Given the country's modest population and relatively high GNP *per capita*, the total provided in the National Indicative Programmes (NIPs) from Lomé I to IV - around ECU 16.5 million - is considered to be significant.

The first Lomé IV NIP (7th EDF) provided ECU 5.5 million and aimed at supporting three priority sectors: human resource development (55% of the funds), economic infrastructure and small business promotion. In the first of these, the hospitality division of Barbados Community College has been upgraded and expanded with equipment provided for new facilities, which include an integrated training hotel. The second priority sector is economic infrastructure. Funds are allocated to encourage the expansion of the productive sectors, especially for exports.

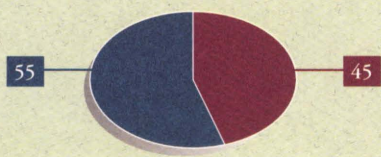
Under the second financial protocol of Lomé IV, the amount allocated for the NIP (8th EDF) is ECU 7 million. The focal sectors for future cooperation are human resource development (60%), and support for the industrial sector and export services (13% plus the balance from the 7th EDF). Outside these focal sectors, substantial funding will also be allocated for the construction of a forensic laboratory, designed to boost the fight against drugs and reinforce the rule of law, and for decentralised co-operation.

The European Investment Bank (EIB) is contributing up to ECU 130 million in loans, from its own resources for the financing of a water supply project in the south of the country and for the expansion of the power sector. Since Lomé I, the amount of EIB funding made available overall (own resources and risk capital) is ECU 55.4 million.

Barbados also benefits from the sugar protocol with a quota of 50,312 tonnes of white sugar equivalent. The value of this protocol to Barbados, for the marketing year 1995-96, was estimated at ECU 29 million.

FED EDF

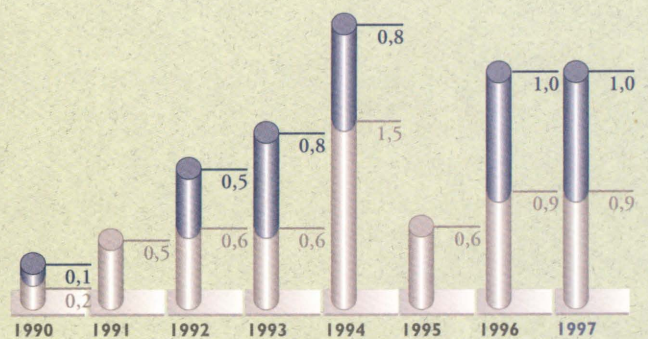
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Belize

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 22 960
 209 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 2 158 ECU (1996)

Importations européennes
 en provenance de...

82 662 340 ECU (1997)

Bananes 30%

Sucres de canne 34%

Exportations européennes
 vers...

43 833 580 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Belize est un petit Etat, de la taille de la Belgique ou du Pays de Galle, avec une population de 221.000 habitants seulement. C'est le seul pays ACP d'Amérique centrale. Belize présente un mélange unique de peuples et de cultures, influencé par les Caraïbes et l'Amérique centrale mais aussi par des origines africaines, britanniques, chinoises et indiennes. Le pays fait également partie de la Péninsule du Yucatan et de la région dite de *la Ruta Maya*, laquelle fut le foyer de la civilisation Maya pendant 3.000 ans. Belize est indépendant depuis 1981.

Le pays dispose d'une économie ouverte menée par le secteur privé et fondé principalement sur l'agriculture et le tourisme. Ce dernier est le premier pôle d'attraction de devises, suivi de près par la canne à sucre. Les autres exportations comprennent les agrumes et la banane, dirigés presque exclusivement vers le marché de l'UE, les produits marins, les vêtements et le bois. En 1995, l'UE comptait pour 50,6% des exportations de Belize mais seulement pour 10,8% de ses importations.

L'économie est généralement limitée dans ses possibilités par la petite taille du marché local et sa vulnérabilité par rapport aux forces extérieures, le manque de personnel qualifié et des ressources énergétiques limitées. En général, la plus grande partie des programmes d'investissement publics sont financés par des donateurs externes.

De Lomé I à Lomé III, l'Union européenne a alloué un total de plus de 32 millions d'Ecus d'aide programmée et non programmée à Belize (dont les programmes nationaux et régionaux du FED, les prêts de la BEI, les lignes budgétaires de l'UE).

Sous le premier protocole financier de Lomé IV (7ème FED), la plupart des 9 millions d'Ecus programmables ont été alloués à l'amélioration de la Humming Bird Highway et du nouvel hôpital de la capitale. De 1993 à 1996, Belize a bénéficié de plus de 3,3 millions du fonds spécial d'assistance aux Etats ACP producteurs de bananes.

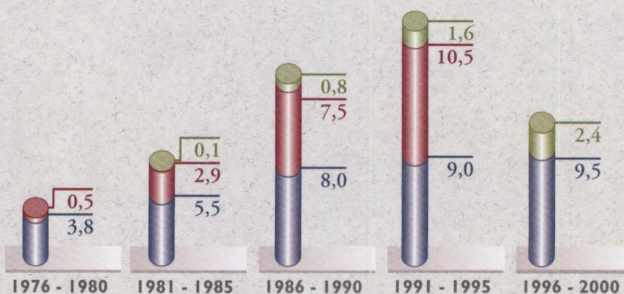
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue dans le secteur énergétique (Belize Electricity Ltd.) ainsi que dans une ligne de crédit à la Development Finance Corporation pour un montant total de 6 millions d'Ecus dont 2,5 millions au titre des capitaux à risques.

Le PIN au titre du 8ème FED (9,5 millions d'Ecus) identifie comme secteurs prioritaires la consolidation du développement des infrastructures et l'amélioration des ressources humaines et naturelles. La majorité des projets sont en préparation en vue d'un engagement futur des fonds. La BEI indique quant à elle qu'elle pourrait accorder un montant de 2,5 millions d'Ecus à Belize.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nfp (enveloppe for 5 years)



transport et communications
 transport and communications
 secteurs sociaux
 social sectors



Belize

B

Economic indicators

GNP per capita	2 158 ECU (1996)
European imports from...	82 662 340 ECU (1997)
Bananas	30%
Cane-sugar	34%
European Exports to...	43 833 580 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Belize is a small country with a land area of the size of Belgium or Wales, and a population of only 221,000. It is the only ACP State in Central America. Belize has a unique mixture of peoples and cultures, influenced by the Caribbean and Central America, but also by descendants of African, British, Chinese and Indian origin. The country is also part of the Yucatan Peninsula and the region known as La Ruta Maya which has been home to the Maya for 3000 years. Belize became independent in 1981.

Tourism is the top foreign exchange earner, closely followed by cane sugar. Other major exports include citrus and bananas, which go almost exclusively to EU markets, marine products, garments and timber. In 1995, the EU accounted for 50.6% of Belize exports but only for 10.8% of its imports.

The economy is constrained in its growth possibilities by the small size of the local market, vulnerability to external forces, shortage of qualified manpower and limited energy resources. The public investment programme is mainly financed by external donors.

From Lomé I to Lomé III, total programmed and non-programmable assistance (including national and regional EDF programmes, EIB loans, EC budget lines) allocated to Belize by the European Community amounted to more than ECU 32 million.

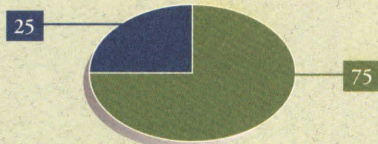
Under the 1st financial protocol of Lomé IV (7th EDF), the bulk of the ECU 9 million programmable aid was allocated to the Hummingbird Highway and for completion of the Belize-City Hospital. From 1993 to 1996, Belize benefited from a total contribution of ECU 3.3 million from the EU special assistance programme of support for traditional ACP banana suppliers.

The European Investment Bank has supported projects in the energy sector (Belize Electricity Ltd.) and a credit line for the Development Finance Corporation for a total amount of ECU 6 million. ECU 2.5 million was in the form of risk capital.

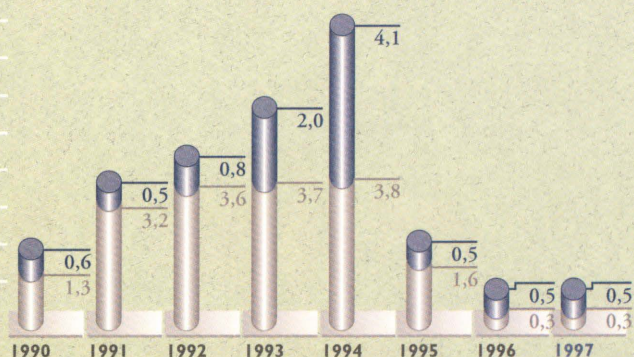
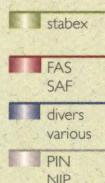
The new NIP (8th EDF - ECU 9.5 million) has identified, as sectors of concentration, the consolidation of infrastructure development and enhancement of human and natural resources. Most projects are in preparation with a view to an early commitment of the funds. ECU 2.5 million is the indicative amount available for support from the EIB.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Bénin

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 12 622

5 561 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
284 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
63 497 660 ECU (1997)
Coton 47%

Exportations européennes
vers...
386 911 260 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
8,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
61% (1996)
secondaire
9,5% (1996)

Taux d'urbanisation
39% (1996)

Pays côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population à majorité rurale dont près de 43% vivent dans une grande pauvreté. De 1960-année de l'indépendance- à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique est instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée nationale en 1991.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) coexiste avec une très forte dépendance béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les montants totaux des ressources des PIN au titre des 6ème et 7ème FED sont respectivement 89,5 millions d'Ecus et 93,8 millions d'Ecus. Le projet en cours le plus important sous le PIN du 6ème FED porte sur le développement rural intégré dans la province du Mono, pour un montant de 16,5 millions d'Ecus.

Les projets en cours sous le PIN du 7ème FED concernent les infrastructures routières, la santé et le développement rural. Il s'agit d'un projet de réhabilitation de la route Bérébouay-Malanville (29 millions d'Ecus), un projet de réhabilitation de la route Cotonou-Hillakondji (14 millions d'Ecus) en phase de démarrage; un projet de réhabilitation de la route Cotonou-Porto Novo (8 millions d'Ecus) et un programme de restructuration du milieu rural dans le Mono (6,5 millions d'Ecus).

Le programme indicatif national au titre du 8ème FED portant sur un montant total de 120,5 millions d'Ecus a été signé le 6 mars 1997. Les domaines de concentration sont les infrastructures de communication (55% du PIN), la santé (25% du PIN) et des actions complémentaires (20%).

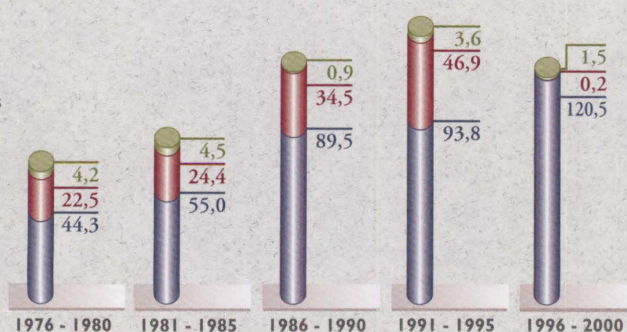
Le pays bénéficie d'un appui à l'ajustement structurel depuis 1991. Un quatrième programme décidé en octobre 1997 porte sur un montant total de 27,5 millions d'Ecus (10 millions d'Ecus provenant du PIN 7ème FED, et 17,5 millions d'Ecus provenant des ressources FAS 8ème FED). L'utilisation des fonds de contrepartie concerne principalement le budget santé et les travaux à haute intensité de main d'oeuvre.

Le Bénin n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé sous la forme révisée.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Bénin

B

Economic indicators

GNP per capita	284 ECU (1996)
European imports from...	63 497 660 ECU (1997)
Cotton	47%
European Exports to...	386 911 260 ECU (1997)
Debt service / exports	8.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	61% (1996)
Secondary schooling rate	9.5% (1996)
Urbanisation rate	39% (1996)

A coastal and narrow state surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population - of which more than 43% live in extreme poverty. From independence in 1960 to 1972, the political situation was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country enjoyed a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

The progress recorded since 1990, above all with regard to economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the sub region is a key element of this strategy. Membership of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) is important here, as is the strong dependence of Benin's economy on the Nigerian market.

Total NIP resources under the 6th and 7th EDFs were ECU 89.5 million and ECU 93.8 million respectively. The most important ongoing project under the 6th EDF deals with integrated rural development in Mono province (ECU 16.5 million).

Ongoing projects under the 7th EDF relate to road infrastructure, health and rural development. They include rehabilitating the Bérébououy to Malanville road (ECU 29m) which is underway, rehabilitating the Cotonou to Hillakondji road (ECU 14m) which is about to begin, rehabilitating the Cotonou to Porto Novo road (ECU 8 million) and a rural restructuring programme in Mono (ECU 6.5 million).

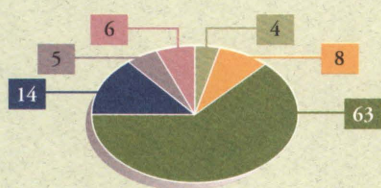
The 8th EDF NIP (ECU 120.5 million) was signed on 6 March 1997. The focal areas are communication infrastructures (55% of the total), health (25%) and complementary actions (20%).

The country has benefited from structural adjustment support since 1991. A fourth programme, agreed in October 1997, provides for a total of ECU 27.5 million (ECU 10 million from the 8th EDF and ECU 17.5 million from the Structural Adjustment Facility). Counterpart funds are directed mainly towards the health budget and labour-intensive works.

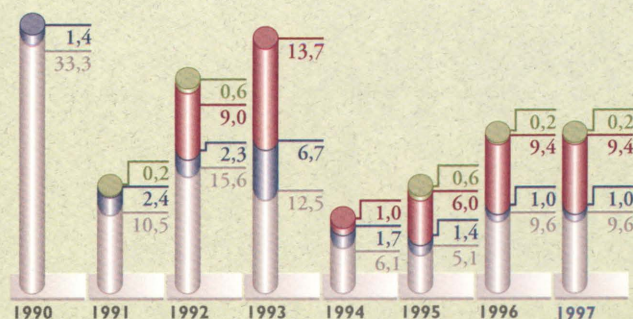
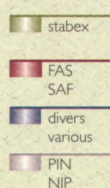
Benin has not yet ratified the revised Lomé IV Convention.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Botswana

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA



581 730

1 433 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

190 102 830 ECU (1997)

Diamants 71%

Exportations européennes
vers...

111 457 580 ECU
(1997)

Service de la dette /
exportations

3,2% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2% (1996)

Taux de scolarisation
primaire

113,9% (1996)

secondaire

62,4% (1996)

Taux d'urbanisation

63% (1996)

Pays enclavé semi-aride et sujet aux sécheresses, le Botswana est indépendant depuis 1966 et bénéficie d'une stabilité politique durable, sous un régime de pluripartisme. Il possède une des économies les plus prospères d'Afrique, bien qu'elle soit dépendante d'un petit nombre de ressources de base telles que le diamant, le cuivre, le nickel, la viande bovine, et qu'elle reste vulnérable à certains facteurs externes. En outre, l'agriculture est handicapée par des conditions climatiques difficiles et seulement 6% des terres sont cultivables.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage, les infrastructures économiques et sociales dans les zones rurales, ainsi que la formation, ont longtemps été les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide européenne sous les trois premières Conventions de Lomé. Sous Lomé III, un projet au titre du Sysmin de 22 millions d'Ecus a, par ailleurs, permis de financer la remise en état de la mine de cuivre et de nickel de Selebi Phikwe et de sa fonderie. Un financement Sysmin Lomé IV (7ème FED) de 33,7 millions d'Ecus a été approuvé en 1996.

Le Programme Indicatif National (7ème FED) de Lomé IV (32 millions d'Ecus) met, quant à lui, la priorité sur le développement et la conservation des ressources naturelles. Les fonds programmés consacrés à la protection et à la conservation de la faune et des forêts atteignent 9,4 millions d'Ecus. Un montant de 15 millions d'Ecus a par la suite financé la formation professionnelle et un projet d'une valeur similaire a été approuvé en 1996. Deux projets d'exploration géophysique ont été exécutés à hauteur de 3,5 millions d'Ecus. Deux autres projets concernant l'approvisionnement en eau et un programme pluriannuel de microprojets ont bénéficié d'une aide de 2 millions d'Ecus.

En outre, un programme de développement commercial de même qu'un programme de développement touristique ont été approuvés en 1997, pour une exécution en 1998, et pour un montant de 3,8 millions d'Ecus.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement a été particulièrement active au Botswana puisqu'elle a engagé 73,9 millions d'Ecus sur ses ressources propres (94%), témoignant des solides conditions économiques prévalant dans le pays. Deux prêts furent accordés aux secteurs électricité, eau et PME, un autre au secteur agro-industriel. 40 millions d'Ecus furent alloués quant à eux au North South Carrier Water, afin d'assurer l'alimentation en eau de Gaborone.

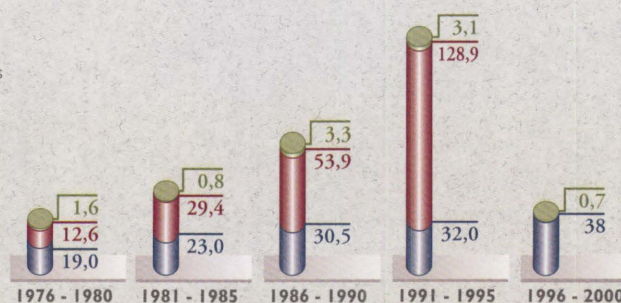
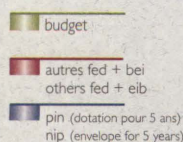
En dehors de l'aide programmée, le co-financement ONG s'est élevé à 2,5 millions d'Ecus entre 1990 et 1997.

En ce qui concerne le commerce, le Botswana peut exporter chaque année près de 19.000 tonnes de viande de bœuf sur le marché de l'Union européenne au titre du Protocole spécial sur la viande bovine, avec une réduction de 92% des droits à l'importation.

Le 16 octobre 1996, le cadre de coopération entre le Botswana et l'UE sous le 8ème FED (2ème protocole financier de Lomé IV) a été conclu. Le montant total du PIN relatif s'élève à 38 millions d'Ecus, consacrés notamment à l'assistance – principalement au développement du secteur privé, à la formation ainsi qu'à l'utilisation et à la conservation des ressources naturelles.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Botswana



Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	190 102 830 ECU (1997)
Diamonds	71%
European Exports to...	111 457 580 ECU (1997)
Debt service / exports	3.2% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2% (1995-96)
Primary schooling rate	113.9% (1996)
Secondary schooling rate	62.4% (1996)
Urbanisation rate	63% (1996)

A semi-arid landlocked and drought-prone country, Botswana has been independent since 1966 and benefits from lasting political stability within a multiparty system. It now has one of the most prosperous economies in Africa, despite its narrow resource base (diamonds, copper/nickel and beef). It is, however, vulnerable to external factors. Agriculture is restricted by climate and soil conditions and only about 6% of the land is suitable for farming.

Agriculture, livestock and rural development, together with social and economic infrastructure in rural areas, and training, were the priority sectors of European assistance during the three previous Lomé Conventions. Under Lomé III, the rehabilitation of the Selebi Phikwe copper/nickel mine and smelter/concentrator were also financed through an ECU 22 million Sysmin loan. A Lomé IV (7th EDF) Sysmin grant of ECU 33.7 million was approved in 1996.

The emphasis of the Lomé IV (7th EDF) National Indicative Programme (ECU 32 million) was on development and conservation of natural resources. Programmed funds amounting to ECU 9.4 million were allocated to wildlife conservation and forestry protection. ECU 15 million was subsequently allocated to vocational training, and a project of this value was approved in 1996. Two geographical exploration projects were implemented for a total of ECU 3.5 million. Another two projects dealing with water supply and a multiannual microproject programme, received ECU 2 million.

A trade development programme and a tourism development programme (total ECU 3.8 million) were approved during 1997 for implementation as of 1998.

Under Lomé IV, the European Investment Bank has been particularly active in Botswana with a total of ECU 73.9 million signed for new loans (94% on the Bank's own resources), thus reflecting the sound economic conditions prevailing in the country. Two loans were each made to the electricity, water and SME sectors and one loan to the agro-industrial sector. Infrastructure received an injection of ECU 40 million in the form of a loan for North-South Carrier Water which helps secure Gaborone's water supply.

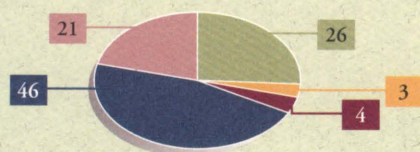
Outside the NIP, co-financing with NGOs amounting to ECU 2,5 million was provided between 1990 and 1997.

Botswana is allowed to export almost 19,000 tonnes of beef to the European market every year, with a 92% import levy reduction, under the Beef Protocol.

On 16 October 1996, the framework for Botswana-EU cooperation under the second financial protocol of Lomé IV (EDF 8) was concluded. Within this National Indicative Programme, ECU 38 million has been earmarked for assistance - mainly in the fields of private sector development, training, and natural resource utilisation/conservation.

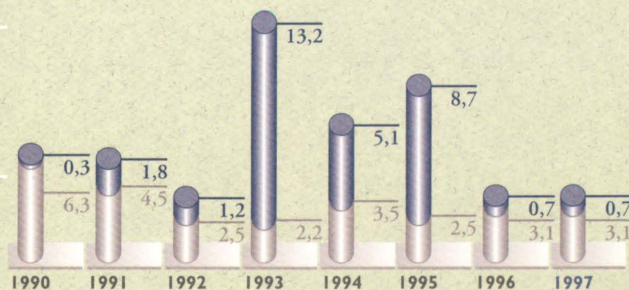
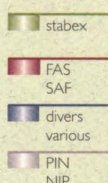
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Burkina Faso

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 274 200

 10 200 453

Indicateurs économiques

PNB par habitant
173 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
66 495 780 ECU (1997)
Coton 52%

Exportations européennes
vers...
206 950 450 ECU
(1997)

Service de la dette /
exportations
11,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
36,9% (1996)

secondaire
10,3% (1996)

Taux d'urbanisation
16% (1996)

Le Burkina Faso est l'un des pays les moins avancés et l'un des plus pauvres du monde. Pays enclavé, il dispose de peu de ressources naturelles, dépend de produits d'exportation peu nombreux (coton, or et bétail), d'un environnement qui se dégrade et subit les aléas d'un climat sahélien, dont la pluviométrie est insuffisante et mal répartie.

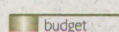
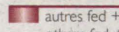
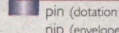
Le Burkina Faso est, néanmoins, l'un des rares pays d'Afrique où la stabilité politique et sociale a pu être maintenue et consolidée au cours des dix dernières années, grâce à l'instauration, puis au renforcement de l'Etat de droit. Un processus de décentralisation a été lancé et des élections communales se sont tenues en 1995. Le dispositif démocratique fonctionne normalement : en 1997 la mise en place d'une nouvelle législature a eu lieu suite à des élections qui se sont déroulées de manières satisfaisantes. Parallèlement, avec l'appui de la communauté internationale, le Burkina Faso a mis en place un vaste programme de réformes économiques qui a enregistré de bons résultats.

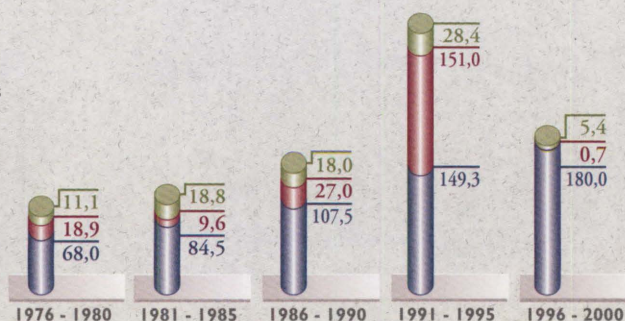
L'aide de la Commission européenne accordée au Burkina Faso au cours de la période couverte par Lomé IV s'est élevée à 149,3 millions d'Ecus, auxquels se sont ajoutés 16 millions d'Ecus de capitaux gérés par la Banque européenne d'investissement. L'accent a porté sur l'appui au développement rural et au secteur des infrastructures routières ainsi que sur l'appui au programme d'ajustement structurel. Le secteur privé a également bénéficié de concours pour le financement des petites et moyennes entreprises. Les ressources spéciales de la Commission européenne en faveur de l'ajustement structurel ont été, très largement, mobilisées pour soutenir le programme de réformes du Burkina Faso : 84 millions d'Ecus ont été décaissés entre 1991 et 1997 qui ont servi à soutenir, en priorité, les secteurs de la santé et de l'éducation de base, puis la mise en œuvre des politiques d'ajustement sectoriel de l'agriculture et des transports ainsi que l'apurement progressif des arriérés de la dette publique intérieure. Divers autres instruments de Lomé ont permis de mobiliser près de 5 millions d'Ecus notamment ceux concernant l'aide d'urgence et l'aide aux réfugiés. Fin 1997, les transferts au titre du Stabex étaient de l'ordre de 19 millions d'Ecus et les engagements du Sysmin étaient de 26 millions d'Ecus. La Commission européenne a également apporté d'importants appuis par le biais de son budget : l'appui en faveur de la sécurité alimentaire a été de 3 millions d'Ecus ; les appuis en faveur des Organisations non gouvernementales ont été de l'ordre de 18 millions d'Ecus par le biais des cofinancements de projets et des aides de substitution à l'aide alimentaire. Le Burkina Faso a également bénéficié d'appuis dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie, de l'aide d'urgence (ECO), d'appuis en faveur de l'environnement, des technologies et des sciences vivantes et de la coopération décentralisée pour un montant global de près de 5 millions d'Ecus.

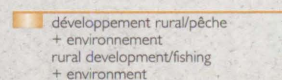
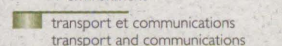
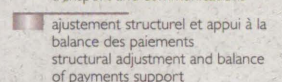
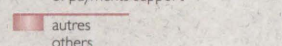
Pour ce qui concerne Lomé IV bis, le Programme indicatif national (PIN) a été signé fin 1996 pour un montant de 1820 millions d'Ecus, soit une augmentation de l'ordre de 45% par rapport au PIN initial de Lomé IV, auxquels s'ajoute un montant de 25 millions d'Ecus de la BEI. Les appuis de la Commission européenne porteront sur le développement des principales politiques sectorielles du Burkina Faso : en premier lieu, il s'agira de mettre l'accent sur les infrastructures routières et le développement rural ; en second lieu, les appuis porteront sur l'alimentation en eau de la ville de Ouagadougou, les secteurs de la santé, de l'éducation de base et de la culture.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
+ environnement
rural development/fishing
+ environment
-  transport et communications
transport and communications
-  ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
-  autres
others



Burkina Faso

B

Economic indicators

GNP per capita
173 ECU (1996)

European imports from...
66 495 780 ECU
(1997)
Cotton 52%

European Exports to...
206 950 450 ECU
(1997)

Debt service / exports
11.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.7% (1995-96)

Primary schooling rate
36.9% (1996)

Secondary schooling rate
10.3% (1996)

Urbanisation rate
16% (1996)

Burkina Faso is one of the world's least developed and poorest countries. Landlocked, it has few natural resources and depends on a handful of exports (cotton, livestock). It has environmental problems, resulting in part from the vagaries of the Sahel's climate, with too little and poorly distributed rainfall.

Burkina Faso is nevertheless one of the just a few African countries where there has been lasting political and social stability, strengthened over the past decade by the application of the rule of law. Decentralisation has started, local elections having taken place in 1995. In 1997, a new Parliament was elected following elections. With the backing of the international Community, Burkina Faso has successfully implemented an extensive economic reform package.

The European Commission has pledged ECU 326 million for the duration of Lomé IV. This includes ECU 149.3 million under the 7th EDF (Lomé IV's first financial protocol) with additional funds of ECU 16 million managed by the European Investment Bank. Support to rural development support and to the transport sector were highlighted, as well as backing for the country's structural adjustment. The private sector has also benefited from monies to help small and medium-sized businesses.

Special Commission funds for structural adjustment have helped the country's reform programme; ECU 84 million pledged 1991-1997 to health and primary education, the implementation of structural adjustment policies in the farm and transport sector and to help alleviate the country's domestic public debt. Burkina Faso has also benefited from the human rights and democracy budget line, emergency aid (ECHO), environmental support technology and science and decentralised co-operation to the tune of ECU 5 million.

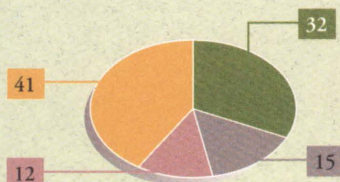
ECU 5 million have also been disbursed in emergency and refugee aid; At the end of 1997, Stabex and Sysmin transfers totalled respectively ECU 19 and 26 million. Further funds from the Commission budget include: ECU 3 million for food security; ECU 18 million for co-financing with Non-Governmental Organisations for cofinancing projects and aid for food aid substitution.

The National Indicative Programme of the revised Lomé Convention (8th EDF), signed at the end of 1996, earmarked the country ECU 180 million, or a 45 per cent increase over the 7th EDF, in addition to ECU 25 million from the European Investment Bank (EIB).

The Commission will channel aid to Burkina Faso's principal sectoral policies, initially highlighting road infrastructure and rural development and secondly, improving the drinking water system in Ouagadougou, the health sector, primary education and culture.

FED EDF

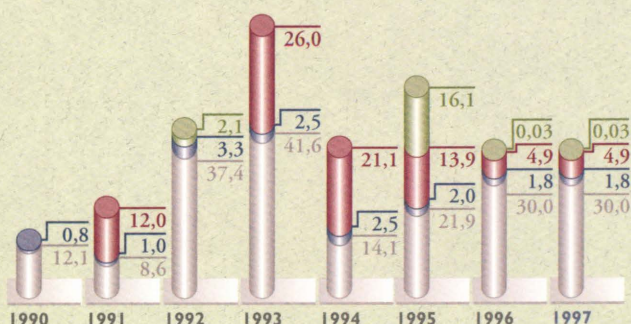
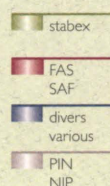
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Burundi

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 27 824
 6 315 619

Indicateurs économiques

PNB par habitant
110 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
46 967 270 ECU (1997)
Café 87%

Exportations européennes
vers...
40 997 110 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
27,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
69,1% (1996)
secondaire
8,4% (1996)

Taux d'urbanisation
8% (1996)

Depuis son indépendance en 1962, l'histoire du Burundi est marquée par la persistance de graves confrontations ethniques qui ont abouti lors de certaines périodes à des affrontements sanglants. Les premières élections démocratiques de juin 1993 ont été suivies d'un putsch militaire en octobre de la même année. Le burundi est rentré dans une spirale de violence et de guerre civile qui se traduit par des tueries ainsi que par des milliers de personnes déplacées et réfugiées dans les pays voisins. Les institutions gouvernementales ont été remises en place en octobre 1994, mais l'instabilité et la violence ont continué. Cette situation a conduit au coup d'Etat militaire du mois de juillet 1996 et à l'installation du Major Buyoya comme Président. Ce dernier avait déjà occupé ces fonctions avant les élections de 1993.

L'économie burundaise est basée sur l'agriculture et le pays était plus ou moins auto-suffisant au niveau alimentaire. Les principales cultures de rente sont le café et le thé mais les fluctuations des prix internationaux du café, une production réduite à cause du conflit continu dans le pays ainsi que l'embargo économique imposé au Burundi par les Etats voisins suite au coup d'état de juillet 1996 ont créé un déficit structurel de la balance commerciale et de graves difficultés économiques.

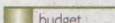
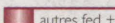
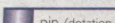
Les domaines de concentration de la coopération avec l'Union européenne sous Lomé IV étaient le développement rural, la santé et des actions de réhabilitation, mais tous les programmes de développement ont dû être soit suspendus soit clôturés au début de l'année 1997 à cause de l'insécurité. Cependant, la Commission a porté ses efforts sur les problèmes des réfugiés, déplacés et autres sinistrés, tout en essayant par tous les moyens mis à sa disposition de trouver des solutions pacifiques aux problèmes du Burundi et aux problèmes connexes de la Région.

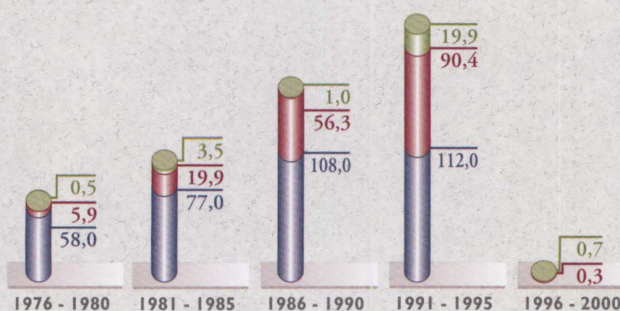
Dans le cadre de cette politique, la Commission a alloué quelque 120 millions d'Ecus au Burundi, y compris aux réfugiés burundais depuis le début de la crise de 1993, principalement sous la forme d'aide humanitaire aux agences des N.U. et aux ONG (42 millions d'Ecus); d'aide alimentaire (18,5 millions d'Ecus); d'aides à la réhabilitation (18 millions d'Ecus) et d'actions dans le cadre de la PESC (Politique Etrangère et Sécuritaire Commune; 1,5 millions d'Ecus utilisés pour financer la mission de l'OUA au Burundi). A cela il faut ajouter une série d'initiatives financées sous la ligne budgétaire «Démocratie et droits de l'Homme» pour la promotion de la paix et la restauration de la société civile au Burundi: en particulier une aide aux médias indépendants, le financement d'observateurs des droits de l'homme des N.U. et de quelques activités pour promouvoir la paix dans la Région.

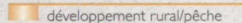
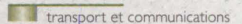
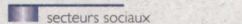

D'innombrables démarches et autres contacts ont eu lieu avec les autorités burundaises pour les convaincre de la nécessité d'une paix négociée; ces contacts et la nomination en 1996 de M. Aldo Ajello comme envoyé spécial de l'UE dans la Région démontrent de l'importance accordée par l'UE à une solution pacifique aux problèmes de la Région.

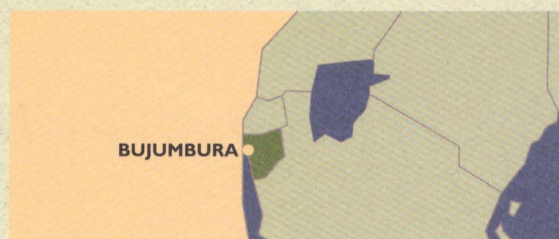
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



 développement rural/pêche
rural development/fishing
 transport et communications
transport and communications
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Burundi

B

Economic indicators

GNP per capita
110 ECU (1996)

European imports from...
46 967 270 ECU
(1997)

Coffee 87%

European Exports to...
40 997 110 ECU
(1997)

Debt service / exports
27.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.6% (1995-96)

Primary schooling rate
69.1% (1996)

Secondary schooling rate
8.4% (1996)

Urbanisation rate
8% (1996)

Since achieving independence in 1962, Burundi has suffered continual and serious ethnic confrontations which have spilled over, at times, into bloody conflict. The first democratic elections, held in June 1993, were followed by a *coup d'état* in October of the same year, which led to new killings, thousands of displaced people and a mass exodus of the population to neighbouring countries. Government institutions were restored in October 1994 but the instability and violence continued, leading to a military coup in July 1996 and the installation as President of *Major Pierre Buyoya*, who had been President prior to the 1993 elections.

Burundi's economy is based on agriculture and it used to be virtually self-sufficient in food. The main cash crops are coffee and tea but fluctuations in world coffee prices, lower production resulting from the ongoing conflict and the economic embargo imposed on Burundi by the neighbouring states following the military coup of July 1996, have created a structural trade deficit and caused serious economic problems.

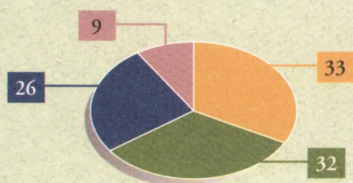
Cooperation with the European Union under Lomé IV centred on rural development, the health sector and general rehabilitation. However, all development programmes were suspended or closed at the beginning of 1997 due to the security situation. Instead, the Commission has concentrated on granting humanitarian aid to the many refugees, displaced and other suffering people, whilst trying to find peaceful solutions to the problems of Burundi and the related ones of the region, using all the means at its disposal.

In accordance with this policy, the Commission has allocated some ECU 120 million for Burundi and Burundian refugees since the crisis of 1993. This includes humanitarian aid (ECU 42 million) channelled through UN agencies and NGOs, ECU 18.5 million in food aid; ECU 18 million for rehabilitation; ECU 1.5 million Common Foreign and Security Policy (CFSP) budget allocated for the OAU mission in Burundi; and a series of initiatives from the Human Rights and Democracy budget line to promote peace, stability and the restoration of civil society in Burundi. The last-mentioned includes assistance to the independent media, to UN human rights observers, and to various peace-making activities.

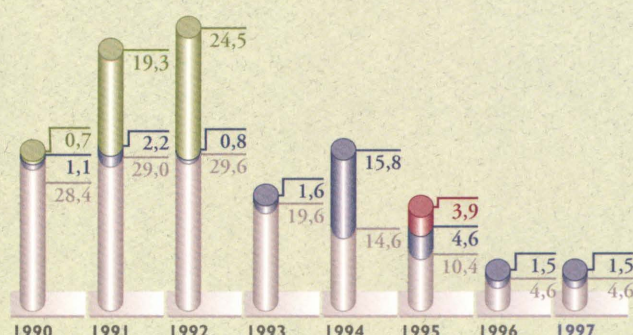
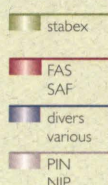
The many *démarches* and other representations by the EU to the Burundi authorities, urging a negotiated peace settlement, together with the nomination of *Aldo Ajello* as EU Special Envoy to the Great Lakes region, are further indications of the unceasing efforts by the EU in search of peace in this part of Africa.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Cabo Verde

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 4 033

419 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
858 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

13 754 350 ECU (1997)

Chaussures 49%

Exportations européennes
vers...

174 618 620 ECU
(1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

112% (1996)

secondaire

33,5% (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Les dimensions réduites du Cap Vert, son isolement géographique et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnelles sont limitées. L'économie du pays a cependant connu une croissance significative depuis l'indépendance, acquise en 1975.

A la suite de la révision constitutionnelle adoptée en 1990, un système de pluralisme politique a été mis en place en 1991. Le second cycle d'élections est intervenu fin 1995-début 1996. L'exécution du III^{ème} Plan National de Développement a confirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la libéralisation de l'économie pour susciter des investissements étrangers et nationaux, notamment dans le secteur productif. Cette préparation se confirme pour l'avenir avec la préparation du IV^{ème} Plan (1997-2000).

Dans le cadre du premier protocole financier de la Convention de Lomé IV (7^{ème} FED), comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) porté à 24,7 millions d'Ecus a mis la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia : production, distribution et assainissement d'eau potable; production et distribution d'électricité; aménagement des nouveaux quartiers; amélioration de la gestion urbaine; formation et santé. Depuis 1990, le Cap Vert a bénéficié de transferts Stabex de 1, millions d'Ecus principalement pour le secteur de la banane.

En raison de son déficit en céréales le pays bénéficie d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire (1997-98-99) portant sur un montant de 16 millions d'Ecus pour 3 ans sous forme d'une facilité de devises. Le Cap Vert figure en outre parmi les pays exportateurs traditionnels de banane qui ont bénéficié du système spécial d'assistance pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur. Enfin, au titre du nouvel accord pêche pour la période 1997-2000, une compensation financière totale de 1,086 millions d'Ecus lui est versée ainsi que 0,446 millions d'Ecus pour un programme scientifique et des bourses d'études.

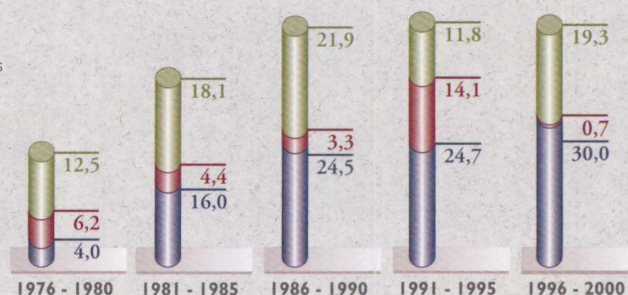
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risques, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur agro-alimentaire privé, pour un montant de 12,4 millions d'Ecus engagés au titre du 7^{ème} FED (minimas garantis 4 millions d'Ecus).

Pour l'utilisation des ressources programmables du 2^{ème} protocole financier de la Convention de Lomé IV (8^{ème} FED) le PIN, signé fin 1996 pour un montant de 30 millions d'Ecus, a pour domaines de concentration les infrastructures de base (eau, assainissement, routes) et l'appui au secteur privé. La BEI pourrait envisager un montant de 6 millions d'Ecus comme ordre de grandeur indicatif dans le cadre de ce 2^{ème} protocole dans les secteurs "énergies" et "secteur privé".

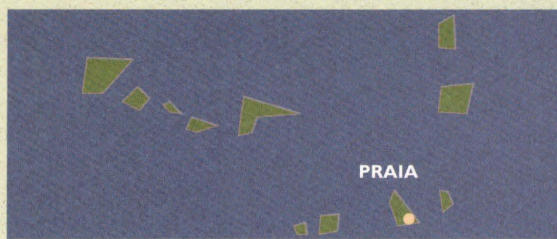
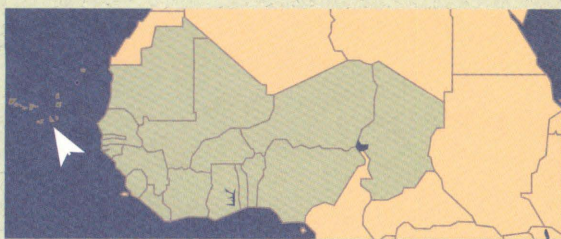
FED + budget

dotations en millions d'ECU
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



infrastructures
infrastructures
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Cabo Verde

C

Economic indicators

GNP per capita	858 ECU (1996)
European imports from...	13 754 350 ECU (1997)
Shoes	49%
European Exports to...	174 618 620 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	1.8% (1995-96)
Primary schooling rate	112% (1996)
Secondary schooling rate	33.5% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The very small size of the Cape Verde Islands, their geographic isolation and a lack of resources mean that traditional possibilities for development are limited. Nevertheless, the islands' economy has experienced sustained growth since independence in 1975.

Following the constitutional revision adopted in 1990 to set up a multiparty political system, the first legislative elections were held in 1991, with second legislative elections following at the end of 1995 and the beginning of 1996. The Third National Development Plan confirmed the Government's willingness to open up the economy to encourage both foreign and domestic investment, notably in the productive sector. This is likely to be taken further under a Fourth Plan.

Under the first protocol of the Fourth Lomé Convention, the National Indicative Programme (NIP) of ECU 24.7 million prioritises development of the town of Praia; distribution and purification of drinking water; generation and distribution of electricity; development of new neighbourhoods; improvement of urban management, and training and health care. Since 1990, Cape Verde has been allocated ECU 1.86 million in Stabex transfers, mainly for bananas.

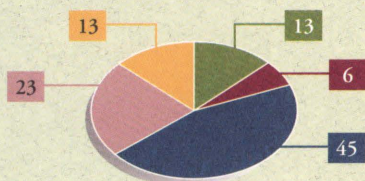
Due to cereals shortages, the country has benefited from an ECU 16 million pluriannual food aid programme (1997-98-99) over three years in the form of a currency facility. In addition, Cape Verde is among those traditional banana exporters to have benefited from special assistance to improve quality and productivity in this sector. A new fisheries agreement for the period 1997-2000 provides total financial compensation of ECU 1.086 million to the State, as well as ECU 0.446 million for a scientific programme and study grants.

The European Investment Bank is providing risk capital to extend Mindelo power station, as well as extend and modernise Mindelo port and develop the private agribusiness sector (fishpacking company in Mindelo). It has already committed ECU 12.4 million under Lomé IV (guaranteed minimum: ECU 4 million).

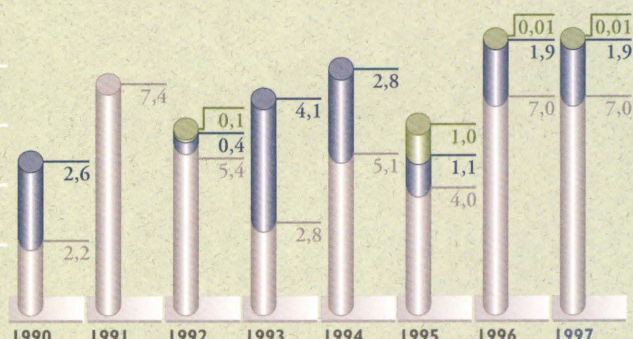
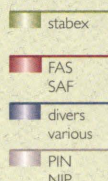
Under the second financial protocol of Lomé IV (8th EDF), the ECU 30 million NIP, signed at the end of 1996, focuses on basic infrastructure (water and roads) and support to the private sector. The EIB has indicated loans in the region of ECU 6 million under the 2nd financial protocol for energy and the private sector.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Cameroon/Cameroun

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

475 422

13 275 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
480 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
1 534 813 240 ECU
(1997)

Pétrole brut 40%

Exportations européennes
vers...
729 277 610 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
20,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)
secondaire
28,4% (1996)

Taux d'urbanisation
46% (1996)

Le Cameroun obtient son indépendance en 1960. La réunification des deux parties du territoire administrées par la France et le Royaume-Uni intervient en 1961. Le pays dispose de ressources naturelles très riches et variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole. A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique (1991) n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du franc CFA de janvier 1994 a amorcé la relance de l'économie par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif 7ème FED (110 millions d'Ecus), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières. Malgré quelques problèmes de démarrage, liés notamment à la situation politique et à des dysfonctionnements de l'administration, la mise en oeuvre du PIN est globalement satisfaisante et les engagements atteignaient, fin 1995, presque 87,5% avec un taux de paiement de près de 30%.

Les transferts de Stabex 7ème FED (244 millions d'Ecus) contribuent au désengagement de l'Etat des filières cacao et café, à la relance de la production agricole en général ainsi qu'au Programme d'Ajustement Structurel.

En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, deux allocations de la facilité d'ajustement structurel (33,7 million d'Ecus) ont été mises sur place en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier, de la restructuration des entreprises publiques, de la réforme de l'administration publique et de l'apurement de la dette intérieure.

Le Cameroun figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes. A ce titre, il a déjà bénéficié de subventions de plus de 14 millions d'Ecus provenant du système spécial d'assistance mis en place en octobre 1994.

Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en oeuvre pour revitaliser son économie de proximité, notamment dans le cadre de la nouvelle Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

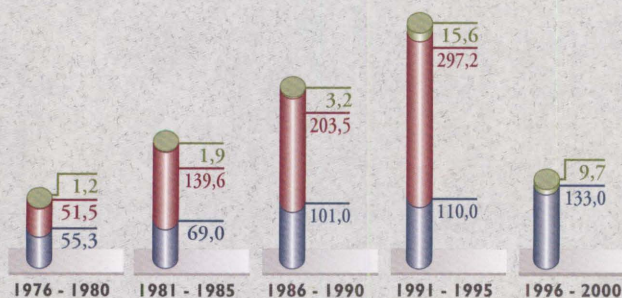
Sous Lomé IV, les opérations gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), pour un montant de 23,4 millions d'Ecus (dont 9,5 millions sur ressources propres), concernent le secteur énergétique public.

Les ressources du PIN 8ème FED (133 millions d'Ecus) signé le 7 mars 1997 sont concentrées sur l'appui de la politique sectorielle des transports (50-53%) et au développement des communautés locales (25-30%). La BEI pourrait mobiliser 50 millions d'Ecus pour les infrastructures, l'industrie et le secteur privé.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Centrafrique

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM²

622 984



3 429 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
244 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
124 510 790 ECU
(1997)

Diamants 75%

Exportations européennes
vers...
57 131 250 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
6,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
68,4% (1996)

secondaire
10,3% (1996)

Taux d'urbanisation
40% (1996)

L'enclavement ainsi que le très faible peuplement (5hab/km²) entravent sérieusement la mise en valeur des ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants) de la République Centrafricaine

Indépendant depuis 1960, le pays a connu une succession de régimes politiques autocratiques, avec une gestion inadéquate de l'économie et des finances publiques.

Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993.

Les réformes structurelles convenues avec le gouvernement, c'est-à-dire désengagement de l'Etat, privatisation du secteur parapublic, compression de la fonction publique, élargissement de l'assiette fiscale et bonne gestion des finances publiques, accusent des retards considérables

Depuis 1960, l'Union européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centrafricaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7ème FED (75 millions d'Ecus), sont concentrées sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

La République Centrafricaine a également bénéficié en 1994 d'un appui de l'Union européenne au titre de l'ajustement structurel pour un montant de 10 millions d'Ecus.

Les transferts Stabex 7^e FED (plus de 18 millions d'Ecus) ont été consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité.

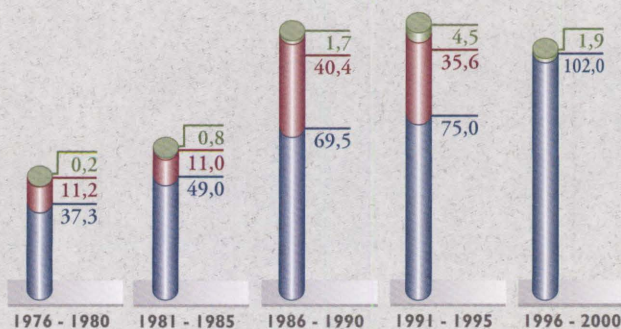
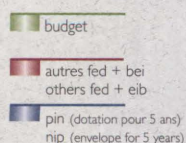
Les actions significatives financées par le budget de l'Union européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA, et le cofinancement de projets avec les ONG.

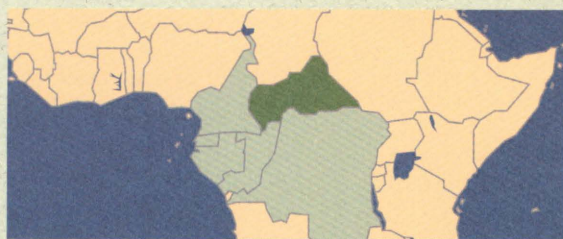
Le PIN 8^e FED (102 millions d'Ecus) signé le 13.12.1997 concentre 80% des ressources sur l'appui à la politique sectorielle des transports.

En 1991/97, le non-paiement des salaires s'est traduit par 3 mutineries successives. Des combats à Bangui ont entraîné pertes humaines, destructions et pillages ainsi que l'évacuation temporaire des étrangers. Grâce à la présence d'une force de maintien de la paix interafricaine, la coopération a pu reprendre en 1997.

FED + budget

EDF + budget
dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Centrafrique

C

Economic indicators

GNP per capita
244 ECU (1996)

European imports from...
124 510 790 ECU
(1997)

Diamonds 75%

European Exports to...
57 131 250 ECU
(1997)

Debt service / exports
6.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.1% (1995-96)

Primary schooling rate
68.4% (1996)

Secondary schooling rate
10.3% (1996)

Urbanisation rate
40% (1996)

The Central African Republic is a landlocked country which is very sparsely populated, hindering the use of its diverse natural resources (agriculture, animal rearing, forests, wildlife and diamonds).

On independence in 1960, the country was governed by a succession of autocratic regimes, with a lack of management of the economy and public finances.

The structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. A new government was appointed in October 1993 following multi-party elections.

Reforms to reduce state control, privatise the parastatals, reduce the number of public servants, apply taxation more widely and improve management of public finances, have been considerably delayed.

Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly through funding rural development projects, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (ECU 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. Funds under the Regional Indicative Programme are largely pledged for the establishment of the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional cooperation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui-Pointe Noire road.

The Central African Republic also benefited in 1994 from ECU 10 million in EU structural adjustment support.

The 7th EDF Stabex transfers (more than ECU 18 million) are targeted at stabilising the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

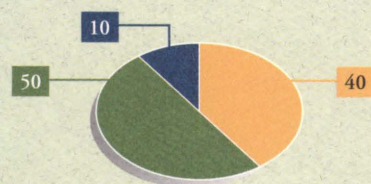
Important projects involving aid for refugees, the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs, have been funded from the EU budget.

Eighty per cent of the 8th EDF NIP (total ECU 102 million), signed on 13 December 1997, is targeted at support to transport policy.

Between 1991-1997, the non-payment of salaries resulted in three successive mutinies. Clashes in the capital, Bangui, resulted in death, destruction and pillaging as well as the temporary evacuation of foreign nationals. Cooperation recommenced during 1997 thanks to the presence of an inter-African peacekeeping force.

FED
EDF

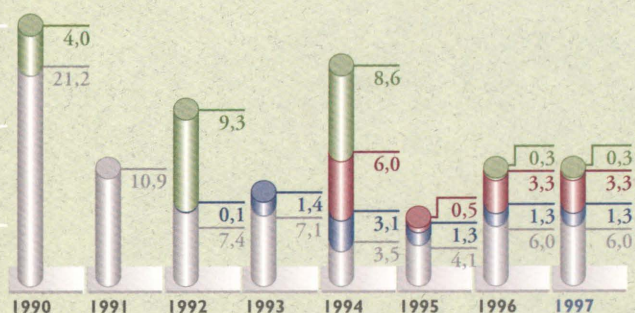
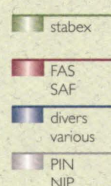
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Comores

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM² 2 230
 653 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
362 ECU (1996)

Importations européennes
 en provenance de...

6 258 400 ECU (1997)

Vanille **40%**

Huiles essentielles **44%**

Exportations européennes
 vers...

25 621 590 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire

75,1% (1996)

secondaire

19,8% (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

A l'entrée du Canal du Mozambique, à mi-chemin entre Madagascar et le continent africain, se situe l'archipel volcanique des Comores (2230 Km²). Les trois îles (Grande Comores, Anjouan et Mohéli) qui composent la République Fédérale des Comores ont acquis leur indépendance en 1975, alors que la quatrième île, Mayotte, décidait de rester sous administration française.

Les dernières élections présidentielles, en mars 1996, ont porté Mohamed TAKI à la tête de l'Etat. Suite à la dégradation de la situation économique et sociale, l'agitation sociale et politique reste vive dans les îles d'Anjouan et de Mohéli et a marqué toute l'année 1997; celle-ci a culminé en juillet dans une crise de nature séparatiste. La déclaration unilatérale de «l'Indépendance d'Anjouan» n'a pas été reconnue par la Communauté Internationale et la situation de statu quo, c'est à dire de calme précaire, prévaut: troubles sociaux et antigouvernementaux sont récurrents.

Avec une population très jeune, les Comores font partie des 47 pays moins avancés.

Essentiellement rurale, l'économie se fonde sur deux cultures d'exportation: la vanille (second producteur mondial), l'ylang-ylang (premier producteur mondial). Toutefois, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 10% des importations nécessaires au pays.

Depuis la Convention de Lomé I, la coopération entre l'UE et les Comores a progressé de manière constante. Les FED successifs ont soutenu deux secteurs prioritaires, le développement rural et le désenclavement; un accent a également été mis sur le secteur social. Le Programme Indicatif National de Lomé IV (25 millions d'Écus dont 3 million de la Banque européenne d'investissements) finance des opérations de développement rural, dont un projet d'amélioration des cultures d'exportation, d'infrastructures, avec la construction d'un accès maritime à Mohéli et la réhabilitation d'une route à Anjouan ainsi qu'un programme social de micro-réalisations (projets d'hydraulique villageoise, réhabilitation de dispensaires et construction d'écoles).

Au titre du programme d'ajustement structurel, les Comores ont bénéficié d'un montant de 6,2 millions d'Écus. Par ailleurs, les transferts Stabex pour les années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1996 totalisent 6,9 millions d'Écus.

Outre l'aide programmable, un montant de 96.000 Écus a été alloué pour appuyer le processus de démocratisation, et 80.000 Écus pour les élections législatives. L'aide d'urgence a aussi été mobilisée pour un programme d'aide alimentaire de 450.000 Écus à Anjouan.

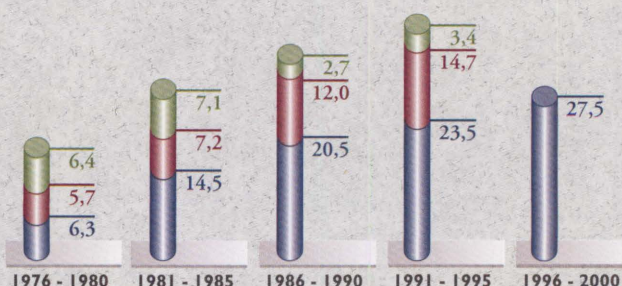
Le 25 février 1997 a été signé le Programme Indicatif du 8^e FED. Le montant du programme s'élève à 27,5 millions d'Écus. Le 8^e FED est orienté vers l'amélioration des infrastructures de transport et de communication et la protection et sauvegarde de l'environnement. En matière de coopération décentralisée les actions seront poursuivies dans le secteur des micro-réalisations, d'appui au secteur privé et dans des actions de formation.

Il est à noter que la coopération technique et financière de l'UE vise le développement du pays par le biais de projets répartis équitablement sur les trois îles de la RFI des Comores.

FED + budget

dotations en millions d'Écus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SME's
 secteurs sociaux
 social sectors
 ajustement structurel et appui à la
 balance des paiements
 structural adjustment and balance
 of payments support
 autres
 others



Comores

C

Economic indicators

GNP per capita	362 ECU (1996)
European imports from...	6 258 400 ECU (1997)
Vanilla	40%
Essential oils	44%
European Exports to...	25 621 590 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	75.1% (1996)
Secondary schooling rate	19.8% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

At the mouth of the Mozambique canal, half-way between Madagascar and the African continent, lies the volcanic archipelago of the Comoros. The three islands (Grande Comores, Anjouan and Mohéli) that make up the Federal Republic of the Comoros gained their independence in 1975. The fourth island in the group, Mayotte, chose to remain under French administration.

The last Presidential elections, in March 1996, saw Mohamed Taki installed as Head of State. Following the worsening of the economic and social situation, 1997 was marked by social and political unrest in Anjouan and Mohéli, culminating in July in a 'separatist' crisis. Anjouan's unilateral declaration of independence was not recognised by the international community and a *status-quo*, albeit precarious, ensued - punctuated by outbreaks of social unrest and anti-government protest.

Comoros has a very young population and is classed among the world's 47 least-developed countries (LDCs).

Mainly rural, the country's economy depends on two main crops, vanilla (the world's number two producer), and ylang ylang (the world's leading producer). However, export receipts only cover 10% of the country's import needs.

Cooperation between the EU and Comoros has stepped up since the signing of the First Lomé Convention. Successive EDFs have largely concentrated on support to rural development and on overcoming the country's isolation, with an emphasis on the social sectors. Lomé IV's National Indicative Programme (ECU 25 million including ECU 3 million from the EIB) is funding rural development schemes including a project to improve crops for export, development of infrastructure including maritime access to Mohéli and the upgrading of the road to Anjouan, a social micro-project programme (village water schemes, upgrading of dispensaries and construction of schools) and the financing of SMES.

Comoros has benefited to the tune of ECU 6.2 million under the Structural Adjustment Programme while Stabex Transfers for 1990, 1991, 1992, 1993 and 1996 come to a total of ECU 6.9 million.

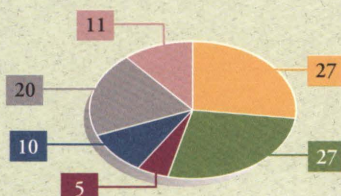
In addition to programmable aid, ECU 96,000 has been granted to support the democratisation process, and a further ECU 80,000 for the legislative elections. ECU 450,000 in emergency aid was also provided for a food aid programme for Anjouan.

The 8th EDF NIP (ECU 27.5 million) was signed on February 25 1997. Funds will be concentrated on improving transport and communication links and environmental protection. Decentralised cooperation will also be supported through microprojects, training and projects in the private sector.

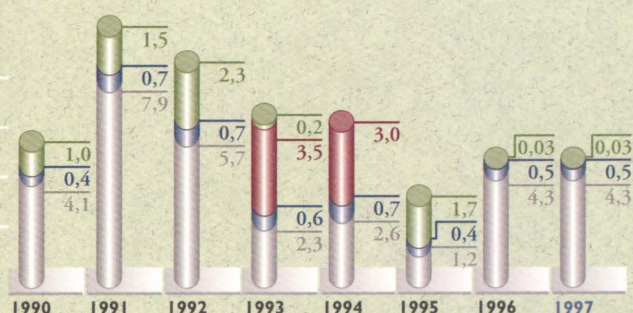
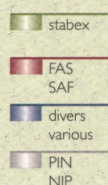
It is important to note that the EC's technical and financial assistance to Comoros is targeted at development through projects which are equitably divided throughout the Republic's three islands.

**FED
EDF**

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

**FED
EDF** 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Congo (Brazzaville)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

342 000

2 590 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
488 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
694 625 580 ECU (1997)
Diamants 57%

Exportations européennes
vers...
420 925 140 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
14,5% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)
secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
59% (1996)

Pays équatorial disposant de ressources forestières peu exploitées et de réserves pétrolières très importantes, le Congo présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec 1 hab. km², les quatre villes principales du sud abritent plus de 60% de la population. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50% des recettes de l'Etat et la quasi-totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de mettre en oeuvre de véritables réformes économiques et structurelles pourtant indispensables.

Sous le 7ème FED, la coopération avec l'Union européenne se concentre sur le secteur des transports, l'appui aux PME et le secteur de la santé, au travers d'un Programme Indicatif National de 51 millions d'Ecus, auquel il convient d'ajouter 6,6 millions d'Ecus attribués au titre de l'appui à l'ajustement structurel. Cependant, la priorité accordée aux questions de politique intérieure, l'absence d'une stratégie durable de développement et de politiques sectorielles "intérieures" et une administration démotivée à défaut d'être payée régulièrement, ont gravement entravé l'application du programme de coopération dont le taux de mise en oeuvre est l'un des plus bas d'Afrique.

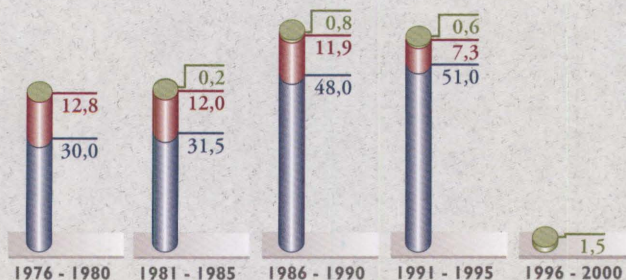
Le Congo bénéficie également des dispositions du Protocole Sucre de la Convention de Lomé et utilise régulièrement son quota de 10 000 tonnes.

A l'approche de l'élection présidentielle et sur fond de crise politique, économique et sociale, un conflit armé a dévasté Brazzaville (juin - octobre 1997), provoquant l'évacuation des communautés étrangères, des milliers de morts et des destructions massives. A l'issue de cette guerre civile, l'ancien Président Sassou Nguesso a repris le pouvoir. La quasi-totalité des actions de la coopération européenne a dû être arrêtée du fait de la guerre. L'UE a mobilisé une aide humanitaire substantielle (11 millions d'Ecus).

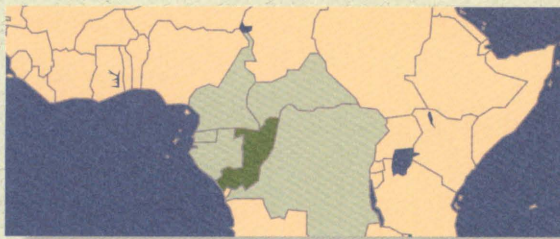
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Congo



Economic indicators

GNP per capita	488 ECU (1996)
European imports from...	694 625 580 ECU (1997)
Diamonds	57%
European Exports to...	420 925 140 ECU (1997)
Debt service / exports	14.5% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	59% (1996)

An equatorial country, the Congo's main resources are little-exploited dense forests and considerable oil reserves. Its population is very unevenly distributed; the north is under-populated, with one inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to more than 60% of the population. The oil industry alone represents more than 50% of the State's revenue, and almost all its export revenue.

A multi-party system was established in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt. To date, the government has not been able to implement genuine and essential structural reforms.

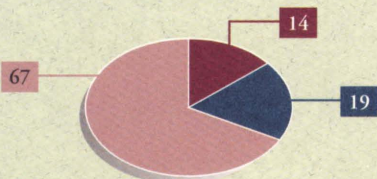
Under the 7th EDF National Indicative Programme (ECU 51 million), cooperation with the European Union is concentrated on transport, support for SMEs and the health sector. A further ECU 6.6 million has been made available for structural adjustment support. However, the heavy emphasis on domestic issues, the absence of a sustainable development policy and of suitable internal sectoral policies, and a lack of motivation in the administration where salaries were paid only irregularly, all combined to hinder seriously the establishment of the cooperation programme. The programme's implementation rate is one of the lowest in Africa.

Congo also benefits from the Lomé Sugar Protocol, making use of a 10,000-tonne annual quota.

In the run-up to the presidential elections, a political, economic and social crisis developed which spilled over into armed conflict in June-October 1997. This caused widespread destruction in Brazzaville with thousands of fatalities, and prompted the evacuation of foreign nationals. The outcome of the civil war was the accession to power of President Sassou Nguesso. Almost all European cooperation projects were suspended as a result of the conflict although the EU mobilised a sizeable humanitarian aid operation (ECU 11 million).

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

